

DES 14 AVRIL ET LE 10 MAI 2005
STATUTS
SCI SENAC



- Titres I
- Caractéristiques
- Apports - Capital social
- Parts sociales
- Administration
- Comptes sociaux
- Dispositions diverses

PLAN DE L'ACTE
PREMIERE PARTIE
STATUS

à ce présent.

«Résident» au sens de la réglementation fiscale.

De nationalité française.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

AUSSAT (32170), le 3 août 1996.

Madame sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de AUX-

Né à MIELAN (32170) le 28 août 1965,

(32170),

Madame Christine, Mauricette, Alberte **DUTROQ**, demeurant à AUX-AUSSAT

à ce présent.

«Résident» au sens de la réglementation fiscale.

De nationalité française.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

(32170), le 30 août 1986.

Madame sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de DUFFORT

Né à TARRES (65000) le 12 mai 1959,

Chantal, Nicole, Germaine **DASTUGUE**, demeurant à AUX-AUSSAT (32170),

Monsieur Claude, Christian, Olivier **SENAC**, Agriculteur, époux de Madame

A la requête de :

STATUS DE SOCIÉTÉ CIVILE

A reçu le présent acte contenant :

soussigné,

Professionnelle "Française CALMELS-SENTENAC et Pierre CALMELS, Notaires

Maitre Pierre CALMELS, Notaire, Membre de la Société Civile

A AUX AUSSAT

Le QUATORZE AVRIL ET LE DIX MAI

L'AN DEUX MILLE CINQ,

/PC/

100894 01

Droit de timbre payé
sur état
Autorisation du
17/12/1981



La Société est constituée pour une durée de 99 années
 Cette durée court à compter de son immatriculation au Registre du Commerce
 et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
 Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit
 consulter les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut,
 tout associé peut demander au Président du tribunal de grande instance statuant sur
 requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer cette
 consultation.

DUREE

collectivité des associés.
 décision de la gérance, et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire de la
 Il pourra être transféré en tout autre endroit du département sur simple
 Le siège social est fixé à : AUX-AUSSAT (32170), a Falange.

SIEGE

du capital social.
 Elle doit être précédée ou suivie des mots " Société Civile " et de l'indication
 société et destinés aux tiers.
 Cette dénomination doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la

DENOMINATION

La Société est dénommée : SCI SENAC.
 modifiant pas le caractère civil de la société.
 Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement
 ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne
 voie de caution hypothécaire.

travaux de construction respectivement de la réalisation de l'objet social et ce, par
 envers la société des sommes dont ils seraient débiteurs, à raison de l'exécution des
 le recours au crédit dont certains associés pourraient avoir besoin pour se libérer
 - toutes opérations destinées à la réalisation de l'objet social, notamment en facilitant
 garantie hypothécaire.
 - l'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans
 sociaux.
 - l'administration, la mise en valeur et l'exploitation par bail ou autrement des biens
 conformément à leur destination.
 réalisation de tous travaux de transformation, amélioration, installations nouvelles
 - la réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles anciens, ainsi que la
 industriel, professionnel ou mixte.
 locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial,
 - la construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou
 autres biens immeubles et de tous biens meubles.
 terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous
 - l'acquisition, la prise à bail, la location-vente, la propriété ou la copropriété de
 biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent.
 plus particulièrement de toute participation dans toutes sociétés et de tous autres
 - la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens mobiliers et immobiliers et

La Société a pour objet :

OBJET

statuts.
 1870-1 du Code Civil et du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, et par les présents
 Elle est régie par les dispositions générales et spéciales des articles 1832 à
 La Société est de forme Civile.

FORME

TITRE I - CARACTERISTIQUES

PREMIERE PARTIE - STATUS

**DEUXIEME PARTIE
 DISPOSITIONS DIVERSES ET
 TRANSITOIRES**

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

APPORTS - LIBERATION

I - Apports des associés

Les associés effectuent les apports suivants à la société :

Monsieur Claude **SENAC**

En numéraire

La somme de **SEPT CENT CINQUANTE EUROS (750,00 EUR)**,

Laquelle somme a été déposée en totalité ce jour au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation au crédit agricole de MIELAN

Monsieur Pierre **SENAC**

En numéraire:

La somme de **SEPT CENT CINQUANTE EUROS (750,00 EUR)**

II - Libération des apports

Les dispositions applicables à la libération des apports réalisées ci-dessus et aux augmentations de capital qui pourraient être décidées par la suite sont les suivantes :

I. Apports en numéraire.

Les parts de numéraire doivent être libérées par leurs souscripteurs à première demande de la gérance, et au plus tard, quinze jours après réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La gérance peut exiger la libération immédiate du montant de la souscription. La gérance peut aussi demander la libération de ce montant par fractions successives, au fur et à mesure des besoins de la société.

Si un associé n'a pas satisfait à ses obligations, ses droits pourront, un mois après une mise en demeure restée infructueuse, être mis en vente publique à la requête des représentants de la société par une décision de l'assemblée générale fixant la mise à prix.

Sur première convocation, l'assemblée générale se prononce à la majorité des deux tiers du capital social, et, sur deuxième convocation, à la majorité des deux tiers des droits sociaux dont les titulaires sont présents ou représentés. Les parts détenues par le ou les associés défaillants ne sont pas prises en compte pour le calcul des majorités requises.

La vente a lieu pour le compte de l'associé défaillant et à ses risques. Les sommes provenant de la vente sont affectées par privilège au paiement des dettes de l'associé défaillant envers la société.

II. Apports en nature.

Les parts attribuées en rémunération d'apports en nature doivent être immédiatement et intégralement libérées.

Cette libération s'effectue par la mise à la disposition effective du bien apporté.

CAPITAL SOCIAL

TOTAL DES APPORTS

La valeur totale des apports est de : mille cinq cents euros (1.500,00 EUR).

CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de: MILLE CING CENTS EUROS

(1.500,00 EUR)

Il est divisé en 100 parts, de QUINZE EUROS (15,00 EUR) chacune,

numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir

Monsieur Claude **SENAC**

50 parts sociales du numéro un à cinquante inclus

Monsieur Pierre **SENAC**

50 parts sociales du numéro cinquante et un à cent inclus.

Soit total égal au capital social: 100 parts

AUGMENTATION DU CAPITAL

Modalités

Le capital peut, en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés être augmenté en une ou plusieurs fois par :

- la création de parts nouvelles attribuées en représentation d'apports, en





numéraire ou en nature. Les attributaires, s'ils n'ont pas la qualité d'associés, devront préalablement, être agréés dans les conditions ci-après indiquées.

- l'incorporation au capital de tout ou partie des réserves ou des bénéfices par voie d'élévation de la valeur nominale des parts existantes ou par voie de créations de parts nouvelles attribuées gratuitement.

Droit préférentiel de souscription

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire, et par application de l'égalité entre associés, chacun des associés a, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital. L'augmentation de capital est réalisée nonobstant l'existence de rompus, et les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription pour souscrire un nombre entier de parts d'intérêts nouvelles doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits.

En présence de parts sociales démembrées - usufuit d'une part, nue-propriété de l'autre - chacun de l'usufuitier et du nu-proprétaire aura un droit préférentiel de souscription des parts nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

S'ils viennent à l'exercer concurremment, ils seront censés, à défaut de notification contraire adressée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, l'avoir exercé l'usufuitier pour l'usufuit et le nu-proprétaire pour la nue-propriété. Chacun d'eux sera alors tenu de verser les sommes dues dans la caisse sociale dans la proportion ci-après indiquée à l'article « MUTATION ».

Si un seul d'entre eux venait à l'exercer, il serait censé l'avoir exercé pour la pleine propriété des parts nouvelles.

En présence de plusieurs usufuitiers ou nus-proprétaires des mêmes parts démembrées, chacun d'eux disposera d'un droit préférentiel de souscription. S'ils venaient à l'exercer concurremment, ils seraient censés l'avoir exercé dans des conditions telles que les droits qu'ils détiennent dans les parts démembrées à la date de la souscription à l'augmentation de capital puissent être exercés à l'identique sur les parts nouvelles issues de l'augmentation de capital.

Le droit de souscription attaché aux parts anciennes peut être cédé par les voies civiles, conformément à l'article 1690 du Code Civil, sous réserve des conditions indiquées ci-après à l'article « MUTATION ».

Le droit préférentiel de souscription est exercé dans les formes et délais fixés par la gérance sans toutefois que le délai impartit aux associés pour souscrire ou proposer un cessionnaire à leur droit de souscription puisse être inférieur à quinze jours.

Toute décision des associés portant renonciation totale ou partielle au droit préférentiel de souscription ci-dessus institué devra être prise à l'unanimité des associés.

Pacte de préférence en cas de démembrement de parts

En cas de cession par un usufuitier ou par un nu-proprétaire de son droit préférentiel de souscription, l'usufuitier ou le nu-proprétaire, selon le cas, devra faire connaître au nu-proprétaire ou à l'usufuitier l'identité de l'acquéreur éventuel, le prix offert par celui-ci, ses modalités de paiement et toutes les conditions projetées.

A égalité de prix et aux mêmes conditions et modalités de paiement, l'usufuitier ou le nu-proprétaire, selon le cas, aura la préférence sur tout acquéreur potentiel.

En conséquence de cet engagement, ce dernier aura le droit d'exiger que les droits dont il s'agit lui soient vendus à ces mêmes prix, modalités de paiement et conditions.

Dans le cas où plusieurs usufuitiers ou nus-proprétaires viendraient à exercer ce droit de préférence, ils seront censés l'avoir exercé dans la proportion dans laquelle chacun est titulaire des droits sur les parts sociales démembrées existant au moment de la décision d'augmentation de capital.

La notification sera adressée par lettre recommandée à l'adresse de la société de réception ou par acte d'huissier de justice, au domicile du bénéficiaire, dans un délai d'un mois faire connaître au cédant son intention d'user du pacte de préférence.

Passé ce délai sans manifestation de volonté de sa part, le bénéficiaire sera définitivement déchu de ce droit.
En cas de refus de réception de la lettre recommandée dont il est parlé, ce sera la date de l'avis de refus qui fera courir le délai d'un mois dont il est ci-dessus parlé.

REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être réduit, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen d'un remboursement aux associés, d'un rachat de parts ou d'une réduction du montant nominal ou du nombre de parts.
Lorsque la réduction du capital affectera des parts démembrees et aura pour conséquence l'attribution de numéraire en contrepartie de l'annulation des parts concernées, les dispositions de l'article 587 du Code Civil s'appliqueront aux sommes attribuées en représentation des parts démembrees annulées, sauf si les parties n'en conviennent autrement.

Par suite, et sauf accord unanime des parties notifiées au siège de la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la gérance sera tenue de remettre le numéraire attribué en représentation des parts sociales démembrees concernées par la réduction de capital, au seul usfruitier qui sera seul habilité à en donner quittance et décharge, et ledit gérant sera bien et valablement déchargé par la remise des fonds au seul usfruitier.

Pour le cas où l'usfruit serait détenu concurremment par plusieurs personnes, la gérance sera bien et valablement déchargée par la remise des fonds à un seul d'entre eux à moins qu'elle n'ait préalablement reçu par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au siège de la société faite par un ou plusieurs usfruitiers un ordre contraire émanant d'un ou plusieurs usfruitiers.

Lorsque la réduction de capital aura pour conséquence l'attribution d'un bien en nature en contrepartie de l'annulation des parts concernées, le bien attribué sera subrogé purement et simplement aux parts sociales annulées, et en cas de démembrement des parts concernées, les droits respectifs de l'usfruitier et du nu-propriétaire seront reportés sur ledit bien.

TITRE III - PARTS SOCIALES DROITS ATTACHÉS AUX PARTS

Cas général

Le titre de chaque associé résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs modifiant ces statuts et des cessions de parts régulièrement effectuées.
Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par les assemblées générales des associés et par la gérance.
A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices comme dans l'actif social, sauf dispositions contraires des statuts.
La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses droits dans le capital social.

Indivision

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande de la partie la plus diligente.
En l'absence de volonté contraire du nu-propriétaire régulièrement signifiée à la société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier de justice, l'usfruitier de parts sociales démembrees sera présumé disposer d'un mandat tacite du nu-propriétaire pour, en l'absence de celui-ci, participer aux assemblées générales et voter en ses lieu et place les résolutions proposées par la gérance et ressortant uniquement, en application des présents statuts, du droit de vote propre au nu-propriétaire.

Démembrement

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un démembrement, l'usufruitier d'une part et nu-propriété d'autre part - le droit de vote appartient au nu-propriétaire et les





Le projet de cession est notifié avec demande d'agrément par le cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, à la société et à chacun des autres associés avec indication du délai dans lequel la cession projetée doit être régularisée, lequel délai ne peut être inférieur à trois mois à compter de la dernière en date des notifications ci-dessus.

L'Assemblée des Associés se réunit dans le délai de un mois à compter de la notification du projet à la société, à l'initiative de la gérance.

En cas d'inaction de la gérance pendant le délai fixé à l'alinéa précédent, le plus diligent des associés peut convoquer lui-même ou faire convoquer par mandataire de justice l'assemblée des associés, sans avoir à effectuer de mise en demeure préalable à la gérance.

En cas d'agrément, la cession doit être régularisée dans le délai prévu.

En cas de refus d'agrément, chacun des co-associés du cédant dispose d'une faculté de rachat à proportion du nombre de parts qu'il détenait au jour de la notification du projet de cession à la société.

Avec la décision de refus d'agrément, la gérance notifie au cédant la ou les offres de rachat retenues avec indication du nom du ou des acquéreurs proposés ainsi que le prix offert par chacun d'eux.

En cas d'offres de prix non concordantes, une contestation est réputée exister sur le prix offert. Dans ce cas, comme encore si le cédant n'accepte pas le prix offert, celui-ci est fixé par un expert désigné par les parties ou, à défaut d'accord entre elles, par une ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés et sans recours possible.

Jusqu'à l'acceptation, l'expression ou tacite, du prix par les parties, celles-ci peuvent renoncer au rachat.

Si aucune offre de rachat portant sur toutes les parts n'est faite, la cession est projetée, n'est faite au cédant dans un délai de deux mois comme en dernière notification, l'agrément du projet initial de cession est réputé accepté en dernière

Procédure d'agrément

Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés ou au profit du ou des conjoints d'eux, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les cessions de parts doivent être constatées par acte authentique ou sous seing privé. Elles ne sont opposables à la Société qu'après la signification ou l'acceptation prévues par l'article 1690 du Code Civil. Elles ne sont opposables aux tiers que lorsqu'elles ont été publiées par le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés compétent de deux copies authentiques ou de deux originaux de l'acte de cession.

Les parts sont librement cessibles au profit d'un ou plusieurs associés ou au profit du ou des conjoints d'eux, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

AMUTATION ENTRE VIFS

D'UN ASSOCIE

MUTATION ENTRE VIF-NANTISSEMENT-REALISATION FORCEE - RETRAIT

vote du nu-propriétaire.

gérance et ressortant ordinairement, en application des présents statuts, du droit de

assemblées générales et voter en ses lieu et place les résolutions proposées par la

mandat tacite du nu-propriétaire pour, en l'absence de celui-ci, participer aux

justice, l'usufruitier de parts sociales démembrées sera présumé disposer d'un

la société par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte d'huissier de

En l'absence de volonté contraire du nu-propriétaire régulièrement signifiée à

décisions.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les autres

d'augmenter les engagements directs ou indirects d'usufruitiers de parts sociales.

Ainsi que pour toutes décisions ayant pour conséquence directe ou indirecte

- la nomination ou la révocation d'un gérant;
- le droit de vote ;
- la prorogation ou la dissolution de la société ;

parts sociales ;

- les modifications du pacte social touchant aux droits d'usufruit grevant les
- l'augmentation et la réduction du capital ;
- l'affectation et la répartition des résultats ;

les décisions ordinaires et les décisions extraordinaires ayant pour objet :

les autres associés, à l'unanimité, n'ont décidé, dans le même délai, la dissolution de la société, décision que le cédant peut rendre caduque s'il notifie à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception sa renonciation au projet initial de cession dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de la décision de dissolution.

Le prix de rachat est payable comptant lors de la régularisation du rachat. L'agrement peut également résulter de l'intervention de tous les associés à l'acte de cession à l'effet de donner, à l'unanimité, leur accord. Si un usufruitier de parts sociales s'est porté acquéreur dans les conditions sus-indiquées sans que le ou les nus-proprétaires n'aient exprimé la même volonté, il sera réputé s'être porté acquéreur des parts sociales en pleine propriété. Il en sera de même pour le nu-proprétaire de parts sociales quand l'usufruitier desdites parts n'aura pas exprimé sa volonté.

Dans le cas où le nu-proprétaire et l'usufruitier auront tous les deux décidé de se porter acquéreurs, ils seront réputés s'être portés acquéreurs, l'usufruitier pour l'usufruit et le nu-proprétaire pour la nue-propriété, et la valeur des parts sera répartie entre eux sur la base d'une évaluation économique de leurs droits respectifs en retenant comme critères :

- l'espérance de vie de l'usufruitier avec comme base la dernière table de mortalité publiée par l'Institut national de la statistique et des études économiques ;
- le rendement net de l'actif social au cours de l'exercice considéré ;
- la valeur vénale des actifs sociaux à la date de la cession.

Tout désaccord entre un nu-proprétaire et un usufruitier sur la détermination de la valeur de leurs droits respectifs sera étranger à la société, ils feront leur affaire personnelle de toute procédure tendant à déterminer la valeur de leurs droits respectifs, et ils en supporteront seuls les frais.

En outre, il y aura solidarité entre l'usufruitier et le nu-proprétaire pour le paiement du prix des parts acquises.

B/ NANTISSEMENT-REALISATION FORCEE

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement constaté par acte authentique ou sous seing privé signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique. Le nantissement donne lieu à la publicité requise par les dispositions réglementaires.

Tout associé peut obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que leur agrément à une cession de parts.

Le consentement donné au projet emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification de la vente forcée. Si aucun associé n'exerce la faculté de substituer, la société peut racheter les parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée de parts sociales auquel le consentement à nantissement n'a pas été donné par application des dispositions sus-visées doit être notifiée un mois avant la vente aux associés et à la société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider la dissolution de la société ou l'acquisition des parts dans les conditions prévues aux articles 1862 et 1863 du Code de Commerce en tenant compte de ce qui est dit ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue ci-dessus. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

C/ RETRAIT D'UN ASSOCIE

Sans préjudice des droits des tiers, tout associé peut se retirer de la société en faisant la demande par lettre recommandée avec avis de réception. Le droit ne pourra être exercé qu'après autorisation donnée par une décision unanime des autres associés devant intervenir au plus tard dans les deux mois à compter de la demande. L'associé retirant a droit au remboursement de ses parts dont la valeur sera fixée de l'un commun accord, à dire d'expert désigné conformément aux dispositions de





l'article 1843-4 du Code Civil. Toutefois, en cas de démembrement de parts sociales, le retrait ne peut intervenir que sur demande adressée à la société concurrentement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

MUTATION PAR DECES

La qualité d'associé est transmise de plein droit au conjoint survivant seul, à l'exclusion de tous autres ayants droit.

Tout autre ayant droit doit, pour devenir associé, obtenir l'agrément de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire hors la présence de ces dévolutaires, les voix attachées aux parts de leur auteur n'étant pas retenues pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les ayants-droit doivent justifier de leurs qualités et demander leur agrément s'il y a lieu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé.

Les ayants-droit qui ne deviennent pas associés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteur. Cette valeur doit être payée par les nouveaux titulaires des parts, ou par la société elle-même, si celle-ci les a rachetées en vue de leur annulation. Cette valeur est déterminée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés moitié par la société, moitié par la succession ou par les ayants-droit évincés, selon le cas.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

CHAPITRE I : GERANCE

NOMINATION - REVOCATION - DEMISSION

La société est administrée par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés et révoqués par l'assemblée générale ordinaire des associés.

Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Les gérants sont également révoqués par les tribunaux pour toute cause légitime à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner sans juste motif sous réserve de notifier sa démission à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception plus de six mois avant la clôture de l'exercice social en cours. Etant ici précisé que sa démission ne prendra effet qu'à la clôture de l'exercice en cours.

En cas de gérant unique, sa démission ne prendra effet qu'à la date de l'assemblée qu'il aura convoquée aux fins de délibérer sur la nomination d'un nouveau gérant.

I. POUVOIRS : La gerance est investie des pouvoirs les plus étendus pour

agir au nom de la société en vue de la réalisation de l'objet social.

Elle peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Elle peut transférer le siège social en tout endroit de la ville ou du département.

Le ou les premiers gérants sont désignés soit en fin des présentes soit dans un acte distinct.

Le ou les gérants, s'il en est désigné plusieurs, pourront agir ensemble ou séparément.

Dans les rapports entre associés, les gérants, ensemble ou séparément, ne peuvent accomplir aucun des actes suivants sans y avoir été préalablement autorisés par une décision collective ordinaire des associés :

- Acquérir ou vendre des biens et droits immobiliers,
- Affecter et hypothéquer tout ou partie du patrimoine de la société ou conférer quelque garantie que ce soit sur le patrimoine de celle-ci.
- Emprunter au nom de la société, se faire consentir des emprunts en banque.
- Consentir un bail commercial, professionnel, rural

modification d'un tel bail.



L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un d'eux. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président. En cas de convocation par l'un des associés, l'assemblée est présidée par le gérant ou l'un d'eux.

TENUE DES ASSEMBLÉES

Tous les associés, quel que soit le nombre de parts qu'ils possèdent, ont accès à l'assemblée. Cependant, les titulaires de parts, sur le montant desquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués dans le délai de trente jours francs à compter de la mise en demeure par la société, ne peuvent être admis aux assemblées. Toutes les parts leur appartenant sont déduites pour le calcul du quorum. Tout associé peut se faire représenter aux assemblées générales par un mandataire de son choix associé ou non. Chaque membre de l'assemblée dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente de parts.

ASSISTANCE ET REPRÉSENTATION AUX ASSEMBLÉES

Dans l'exercice de ces droits, l'associé peut se faire assister, à ses frais, d'un expert choisi parmi les experts agréés par la Cour de Cassation ou les experts près une Cour d'Appel. Le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance de tous les livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondance, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle. Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée. Ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social.

PROJET DE RÉSOLUTIONS - COMMUNICATION

Les associés peuvent demander que ces documents leur soient adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée. Ils peuvent en prendre connaissance ou copie. Dès la convocation, le texte des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à leur disposition au siège social. Les convocations ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Elles sont faites par lettres recommandées adressées à tous les associés. Les avis de convocation doivent indiquer l'ordre du jour de la réunion. Le lieu de convocation est soit le siège social soit tout autre lieu indiqué par la gérance. En outre, un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée. Les assemblées générales sont convoquées par la gérance. Un associé non gérant peut à tout moment, par lettre recommandée, demander à la gérance de provoquer une délibération des associés sur une question déterminée.

CONVOCATION

Une décision collective peut prendre la forme d'une assemblée générale, d'une consultation écrite, ou d'un consentement de tous les associés exprimé à l'unanimité dans un acte authentique ou sous seing privé.

CHAPITRE II : DECISIONS COLLECTIVES

FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

- Participer à la fondation de société.
- Participer à tous apports à une société constituée ou à constituer.
II. INFORMATION DES ASSOCIÉS : Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois. Les gérants doivent, au moins une fois dans l'année, rendre compte de leur gestion aux associés. Cette reddition de compte doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'année ou de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues. Toute infraction pourra être considérée comme un juste motif de révocation.

celui-ci.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée, présents et acceptant, qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés. Il est tenu une feuille de présence.

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation.

PROCES-VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé dans la

forme ordinaire, soit par un juge du Tribunal de commerce ou d'instance, soit par le maire ou un adjoint au maire de la commune du siège de la société.

Le procès-verbal de délibération de l'assemblée indique la date et le lieu de réunion, les nom, prénoms et qualité du Président, le mode de convocation, l'ordre du jour, la composition du bureau, les nom et prénoms des associés qui y ont participé, le

nombre de parts détenu par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, le texte des résolutions mises aux voix, un résumé des débats et le

résultat des votes. Il est signé par les gérants et par le président de l'assemblée.

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les décisions de nature ordinaire lorsqu'elles sortent du champ

d'application des décisions de nature extraordinaire.

Ce sont notamment celles concernant :

- la nomination et la rémunération éventuelle du ou des gérants ;

- l'approbation des comptes de gestion et de liquidation ainsi que des rapports établis par la gérance et les liquidateurs pour la reddition de leurs comptes ;

- l'affectation et la répartition des bénéfices, les modalités de fonctionnement des comptes courants ;

L'assemblée générale est régulièrement constituée si la moitié au moins des associés possédant la moitié du capital social est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité des voix présentes ou représentées.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Sont de nature extraordinaire toutes les décisions emportant modification,

directe ou indirecte, des statuts ainsi que celles dont les présents statuts exigent

expressément qu'elles revêtent une telle nature, ou encore celles qui exigent d'être

prises à une condition de majorité autre que celle visée pour les décisions collectives

extraordinaires.

Pour être valablement prises, les décisions extraordinaires exigent la

présence ou la représentation de la moitié au moins des parts sociales émises par la

société.

Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, elles sont

adoptées à la majorité des voix présentes ou représentées.

DECISIONS CONSTATEES DANS UN ACTE

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et à tout moment,

prendre à l'unanimité toutes décisions collectives qui leur paraîtront nécessaires par

acte notarié ou sous seings privés, sans être tenus d'observer les règles prévues pour

la réunion des assemblées ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ainsi prises sont mentionnées à leur date dans le registre des

délibérations ci-dessus prévu.

TITRE V - COMPTES SOCIAUX

EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque

année.

DETERMINATION ET AFFECTATION DU RESULTAT

La gérance établit les comptes pour permettre de dégager le résultat de la

période considérée.

Les comptes de l'exercice écoulé sont présentés pour l'apposition aux

associés dans le rapport écrit d'ensemble de la gérance s'il s'agit d'un exercice pendant

l'exercice écoulé, dans les six mois de la date de clôture de l'exercice et



au moins une fois par an. L'assemblée générale ordinaire décidera de l'affectation du résultat.

TITRE VI - DISPOSITIONS DIVERSES

COMPTES COURANTS

Les associés peuvent laisser ou mettre à la disposition de la société toutes sommes dont celle-ci pourrait avoir besoin. Le montant desdites sommes, les conditions de leur retrait et de leur rémunération sont fixées par décision collective des associés.

REDRESSEMENT - LIQUIDATION D'UN ASSOCIE

Si un associé est mis en état de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou encore s'il se trouve en déconfiture, cet associé cesse de faire partie de la société. Il n'en est plus que créancier et a droit à la valeur de ses droits sociaux déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

DISSOLUTION DE LA SOCIETE

La société prend fin par l'expiration du temps pour lequel elle a été constituée, sauf prorogation éventuelle.

L'assemblée générale extraordinaire peut, à toute époque, prononcer la dissolution anticipée de la société.

En revanche, la société n'est dissoute par aucun événement susceptible d'affecter l'un de ses associés et notamment :

- le décès, l'incapacité ou la faillite personnelle d'un associé physique,
- la dissolution, le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire d'un associé

La société n'est pas non plus dissoute par la révocation d'un gérant, qu'il soit associé ou non.

La société se trouve en liquidation par l'effet et à l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit. La personnalité morale de la société se poursuit néanmoins pour les besoins de cette liquidation et jusqu'à la publication de sa clôture.

L'assemblée nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération. La nomination de ce ou ces liquidateurs met fin aux pouvoirs de la gérance.

LIQUIDATION

L'assemblée générale règle le mode de liquidation. Après extinction du passif, le solde de l'actif est employé d'abord à rembourser aux associés le capital versé sur leurs parts sociales et non amorti.

Le surplus, s'il y a lieu, est réparti entre les associés au prorata du nombre de leurs parts sociales.

La clôture de la liquidation est constatée par l'assemblée générale.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés au sujet des affaires sociales, soit entre les associés et la société, sont soumises aux tribunaux compétents du lieu du siège social.

TELS SONT LES STATUS

DEUXIEME PARTIE - DISPOSITIONS DIVERSES ET

TRANSITOIRES

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, seront supportés par la société ainsi que les requérants l'y obligent.

PREMIER EXERCICE SOCIAL

Par dérogation, le premier exercice social commencera à compter du jour de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés pour se terminer le 31 décembre 2005.

Les opérations de la période de formation faites pour le compte de la société et reprises par elle seront rattachées à ce premier exercice social.

ACTES - SOCIETE EN FORMATION

Actes accomplis avant la signature des statuts





Aux présentes est à l'instant intervenue :

ET

«Résidente» au sens de la réglementation fiscale.

De nationalité française.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis.

(32170), le 30 août 1986.

Mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de DUFFORT

Née à AUREILHAN le 20.11.1963,

Monsieur Claude, Christian, Olivier SENAC, demeurant à AUX-AUSSAT (32170),

Madame Chantal, Nicole, Germaine DASTUGUE, salariée, épouse de

Aux présentes est à l'instant intervenue :

INTERVENTION DU CONJOINT - ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

du droit d'imputation des pertes pouvant être subies par la société.

raison de la quote-part des résultats correspondant à ses droits sur les bénéfices, par suite il est expressément stipulé que l'usufruitier, et non le nu-propriétaire, bénéficiera

des impôts conduits à imposer l'usufruitier des parts d'un société de personnes à

Lorsque les parts sociales font l'objet d'un usufruit, l'article 8 du Code Général

Démembrement de propriété

La société sera soumise au régime fiscal des sociétés de personnes.

DECLARATIONS FISCALES

son exercice.

Le gérant déclare accepter cette fonction et n'avoir aucun empêchement à

Les fonctions de gérant sont d'une durée indéfinie

par sa seule signature.

separément, étant bien précisé qu'un seul des cogérant engage la présente société

Claude SENAC ET Monsieur Pierre SENAC avec pouvoir d'agir ensemble ou

Les associés nomment pour premier gérant de la société est : Monsieur

NOMINATION DU PREMIER GERANT

notamment pour signer tous avis à insérer dans un journal d'annonces légales.

Tous pouvoirs lui sont en outre donnés, ainsi qu'au Notaire soussigné, pour

ou séparément:

A Monsieur Claude SENAC ou Monsieur Pierre SENAC, avec pouvoir d'agir ensemble

gérant pour accomplir les actes suivants:

société au registre du commerce et des sociétés, les requérants donnent mandat au

En attendant l'accomplissement de la formalité de l'immatriculation de la

MANDAT D'ACCOMPLIR DES ACTES - POUVOIRS

ces engagements demeureront seules tenues.

décision prise à l'unanimité des associés. A défaut, la ou les personnes ayant souscrit

Les engagements souscrits par les associés en dehors des procédures ci-

Décision de reprise postérieurement à l'immatriculation

société.

par le mandat, l'immatriculation emportera reprise de ces engagements par ladite

Sous réserve qu'ils soient déterminés et que les modalités en soient précisées

compte de la société.

l'un ou à plusieurs d'entre eux ou au gérant de prendre des engagements pour le

Les associés peuvent, dans les statuts ou par acte séparé, donner mandat à

Actes accomplis après la signature des statuts

société lorsque celle-ci aura été immatriculée.

annexé aux présentes dont la signature emportera reprise desdits engagements par la

préalablement à la signature des présentes. Si un tel état existe, il doit également être

'engagement qui en résulterait pour la société, doit être présenté aux associés

des statuts, un état de ces actes avec l'indication, pour chacun d'eux, de

actes ont été accomplis pour le compte de la société en formation avant la signature

Le Notaire soussigné indique aux requérants que, dans la mesure où des

Madame Christine, Mauricette, Alberte **DUTROQ**, épouse de Monsieur Pierre, Christian, Roger, Clément **SENAC**, demeurant à AUX-AUSSAT (32170),

Née le 18.10.1973 à MIELAN,

Marlée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de AUX-AUSSAT (32170), le 3 août 1996.

Ledit régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire depuis. De nationalité française.

«Résidente» au sens de la réglementation fiscale.

Lesquelles reconnaissent avoir été avertie du projet de constitution de la présente société et de la possibilité qui leur est donnée par l'article 1832-2 du Code Civil d'entrer personnellement dans ladite société en qualité d'associée.

Elles déclarent accepter le présent apport et ne pas vouloir user de la faculté qui leur est offerte, individuellement et renoncent individuellement et expressément à revendiquer la qualité d'associée dans la présente société.

DONT ACTE sur treize pages.

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués,

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le Notaire soussigné.

SUIVENT LES SIGNATURES

Enregistré à AUCH le 24 mai 2005 Bordereau n° 2005/652 Case n°2
Regu : gratis. Signé illisible

POUR EXPEDITION

Delivrée sur 13 pages contenant 0 renvois, 0 blancs bâtonnés, 0 lignes entières et 0 mots rayés nuis, obtenue par reprographie, délivrée par le Notaire soussigné et certifiée par lui comme étant la reproduction exacte de l'original.

